

Michel Fayad : « Le protocole du 17 juin est à ce stade mort dans les faits ».

Interview par Arnaud Benedetti

[Arnaud Benedetti](#)

1/ Les nouvelles frappes américaines sur l'Iran et les répliques iraniennes sur le Koweït et la Jordanie signent-elles définitivement la fin du protocole d'accord du 17 juin ?

Oui, dans les faits.

Le mémorandum d'entente d'Islamabad du 17 juin 2026 reposait sur quatre piliers : un cessez-le-feu réciproque, la suspension des opérations militaires sur l'ensemble des théâtres, la réouverture conditionnelle du détroit d'Hormuz et l'ouverture d'une période de négociation de soixante jours.

Les frappes américaines menées ces derniers jours contre les défenses aériennes, les sites de missiles, les infrastructures de drones et les installations côtières iraniennes, notamment autour de Qeshm et de Bandar Abbas, ainsi que les ripostes iraniennes visant des infrastructures stratégiques au Koweït et des installations liées aux forces américaines en Jordanie ou encore en Irak, avec des pertes humaines confirmées, rendent de facto inopérants les principaux engagements de ce texte.

Les deux parties en ont tiré les conséquences politiques. Téhéran considère le mémorandum comme caduc. Washington a repris une campagne militaire ouverte et est revenu sur plusieurs mesures d'assouplissement. Nous ne sommes plus face à un incident ponctuel, mais devant la reprise assumée d'une confrontation militaire contrôlée. Le protocole du 17 juin est, à ce stade, mort dans les faits.

2/ Des avions ravitailleurs pourraient se déployer à très brève échéance en Jordanie. D'aucuns y voient le prélude à une opération de plus grande ampleur. Qu'en pensez-vous ?

Il s'agit d'un renforcement de posture militaire cohérent, mais pas nécessairement du prélude à une campagne militaire beaucoup plus large.

Le déploiement d'avions ravitailleurs, tels que les KC-135, vers la Jordanie ou d'autres bases régionales répond avant tout à une logique de soutien des opérations aériennes. Ces appareils permettent d'accroître le nombre de sorties, d'allonger le rayon d'action des avions de combat et de maintenir un rythme soutenu de frappes sans dépendre exclusivement des porte-avions ou de bases plus éloignées.

Ce dispositif élargit les options opérationnelles de Washington : intensification des frappes, meilleure protection des forces déployées et capacité de réaction plus rapide face

à une éventuelle escalade.

Une opération de plus grande ampleur, qu'elle soit aérienne ou terrestre, nécessiterait des préparatifs logistiques et politiques beaucoup plus visibles. À ce stade, nous assistons davantage à une montée en puissance aérienne destinée à maintenir la pression, à dissuader et à dégrader les capacités iraniennes. Le risque d'escalade existe, notamment en cas de nouvelles pertes américaines ou de perturbation majeure du trafic dans le détroit d'Hormuz, mais le seuil d'une campagne militaire régionale élargie n'est pas encore atteint.

3/ Concernant Israël et le Liban, que penser des « zones-tampons » qu'Israël entend mettre en œuvre pour se sécuriser et, plus largement, sommes-nous entrés dans une phase de décélération des tensions momentanée ou durable ?

Les zones-tampons mises en place par Israël répondent à une logique stratégique bien identifiée.

En maintenant un contrôle opérationnel sur une bande de sécurité de plusieurs kilomètres, accompagné de restrictions de retour dans certaines localités et de la destruction d'infrastructures considérées comme militaires, Israël cherche à éloigner durablement la menace de sa frontière nord. Cette stratégie vise à empêcher les infiltrations, à réduire les capacités de tir à courte portée et à créer une profondeur défensive supplémentaire. Elle s'inscrit dans la continuité des doctrines de sécurité déjà appliquées, sous des formes différentes, à Gaza et sur le front syrien.

Quant à la baisse actuelle des tensions, elle est réelle, mais demeure essentiellement conditionnelle.

Le cadre de discussions engagé le 26 juin 2026 entre les États-Unis, Israël et le Liban prévoit un retrait israélien progressif de certaines zones, en contrepartie d'un déploiement de l'armée libanaise et d'une réduction effective des capacités militaires des groupes armés non étatiques (c'est-à-dire principalement du Hezbollah). Une diminution de l'intensité des affrontements est effectivement observable.

Toutefois, le Hezbollah refuse toujours toute perspective de désarmement et conserve une partie significative de ses capacités, tandis que le soutien iranien demeure un facteur structurant. Dans ces conditions, ces zones-tampons continueront d'être considérées comme une garantie de sécurité indispensable.

Nous ne sommes donc pas entrés dans une phase de stabilisation durable, mais dans une séquence de désescalade conditionnelle, dont l'équilibre demeure fragile et réversible.